



Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Soixantième réunion plénière**

Paris, 6-8 juin 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Suivi du séminaire de 2010 de la Conférence consacré à l'effet
des crises mondiales sur les systèmes statistiques****Réponse des bureaux nationaux de statistique à la crise
financière: résumé des rapports de pays****Note établie par Statistique Canada***Résumé*

Afin de donner suite au séminaire de 2010 de la Conférence consacré à l'effet des crises mondiales sur les systèmes statistiques, la Conférence a recommandé de préparer une compilation des données d'expérience des pays assortie des enseignements tirés. Statistique Canada a préparé une synthèse de ces enseignements à partir des résultats des pays et des organisations internationales. Seize pays et six organisations internationales ont contribué à l'élaboration du document, en donnant d'amples informations sur les expériences et pratiques nationales, qu'il n'a pas été possible de reproduire entièrement dans le résumé. Les lecteurs sont donc invités à consulter les réponses complètes à l'adresse suivante:

<http://www.unece.org/stats/documents/2010.06.ces/contributions.html>.

Le Bureau de la Conférence a approuvé le document à sa réunion de novembre 2011.

I. Introduction

1. Le présent document, qui analyse les enseignements tirés de la récente crise financière du point de vue des bureaux nationaux de statistique, a été établi dans le cadre du processus de consultation des membres de la Conférence des statisticiens européens mené au printemps et à l'été de 2011. Les pays ont été invités à faire part de leur expérience ainsi qu'il est indiqué en annexe. Des organisations internationales ont également apporté leur contribution.

2. Au total, 16 pays et 6 organisations internationales ont présenté des contributions. Les pays étaient les suivants: Bélarus, Canada, Croatie, États-Unis, Finlande, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Mexique, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Turquie et Ukraine. Ont également répondu à l'invitation la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Eurostat, la Division de statistique de l'ONU, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale. Les réponses peuvent être consultées à l'adresse suivante: <http://www.unecce.org/stats/documents/2010.06.ces/contributions.html>.

3. Les contributions contenaient de nombreuses informations qu'il n'a pas été possible de reproduire entièrement dans le résumé. Les lecteurs sont donc invités à consulter les réponses complètes pour de plus amples détails sur les expériences et pratiques nationales mentionnées dans le présent document.

4. Le schéma suivi est celui qu'un bureau national de statistique aurait pu adopter pour répondre à la crise financière. Trois catégories seront développées dans le présent document à partir des rapports de pays, à savoir:

- a) Consultation des parties prenantes;
- b) Examen et ajustement des banques de données, des méthodologies, des dates de diffusion et des stratégies de communication;
- c) Mesures de suivi prises après la crise pour adapter les programmes statistiques.

5. Le résumé des expériences des pays sera structuré selon les trois catégories susmentionnées.

6. Le document récapitulera ensuite les activités menées par les organisations internationales dans le domaine statistique pour répondre à la crise et se terminera par une brève conclusion.

II. Consultation des parties prenantes

7. Tout au long de la crise économique, les pays ont consulté les parties intéressées de diverses manières. Certains ont appliqué des mécanismes de consultation existant de longue date pour se renseigner sur les clients pendant la récession. D'autres ont mené des consultations spéciales auprès des utilisateurs et des services ministériels pour obtenir des retours d'information sur les données et les services statistiques. Plusieurs pays ont en particulier consulté des entreprises qui avaient été touchées par la crise et qui avaient du mal à s'acquitter de la charge de la réponse.

8. Les pays ont reçu des retours d'information intéressants. La Lettonie a signalé que le nombre de demandes de données avait doublé et la Finlande qu'elle avait reçu plus de critiques sur la cohérence et la qualité des données. La Lituanie a fait part d'une baisse de la

satisfaction des clients bien qu'elle ait consacré des ressources à l'amélioration de la qualité des données. Dans de nombreux pays, les clients se sont inquiétés de la cohérence des statistiques à court terme.

9. Le Canada a dit qu'il lui avait été demandé de produire plus souvent des données sur les investissements des entreprises pendant la crise, mais de ne pas modifier les dates des programmes déjà anciens ou ajouter des questions aux enquêtes à court terme qui ne produiraient pas d'estimations de séries chronologiques.

10. Certains pays ont également déclaré que les clients demandaient plus d'informations sur les sources et les méthodes, et plus de conseils sur l'interprétation des données.

11. En s'appuyant sur ces consultations, les bureaux nationaux de statistique ont réexaminé leurs pratiques et services. Les examens et ajustements de programmes ci-après ont été signalés.

III. Examen des banques de données, des méthodologies (y compris les corrections des variations saisonnières), des dates de diffusion et des stratégies de communication

12. Mains bureaux de statistique ont réexaminé à fond les données qu'ils avaient produites pour déceler les éventuelles corrections à faire et les problèmes susceptibles de découler de la récente crise économique. L'apparition fulgurante de la crise financière et la récession qui a suivi ont laissé peu de temps aux pays pour adapter leurs produits statistiques. Cela étant, un grand nombre d'entre eux ont examiné le caractère d'actualité et le niveau de détail de leurs statistiques économiques et macroéconomiques pour voir s'il fallait éventuellement les modifier.

13. S'agissant du caractère d'actualité, nombre de pays l'ont évalué par rapport aux critères internationaux énoncés dans la norme spéciale de diffusion des données du FMI et ont conclu qu'il était adéquat. Plusieurs pays, par exemple la Lituanie et la Lettonie, ont déclaré avoir réduit, par rapport à la période de référence, le délai de diffusion des indicateurs à court terme, notamment en réorganisant le traitement statistique pour le rendre plus rapide. D'autres pays comme l'Ukraine et la Turquie ont établi de nouvelles estimations instantanées du produit intérieur brut (PIB), généralement pour respecter le délai de quarante-cinq jours fixé. Un modèle économétrique ou un modèle autorégressif à moyennes mobiles intégré (ARIMA) a été utilisé pour combler les lacunes des estimations instantanées.

14. Les réponses ont été nombreuses et variées s'agissant de l'examen de la portée, du contenu et du niveau de détail des données publiées pendant la crise. Pour comprendre celle-ci, il est intéressant de citer l'examen de l'ensemble des données financières disponibles. D'autres pays ont analysé la gamme d'indicateurs du cycle conjoncturel disponibles, notamment les enquêtes sur la situation économique et les indicateurs de la construction. De nombreux pays ont examiné leurs banques de données concernant le marché du travail, y compris les renseignements sur l'emploi, le chômage et les salaires. Certains se sont attachés aux aspects économiques et sociaux du secteur des ménages.

15. Des ajustements spécifiques ont suivi les débats. Au Canada, des enquêtes ponctuelles ont été menées au sujet des dépenses d'investissement des entreprises et du secteur public et à propos du crédit ménager. De nouvelles variables relatives au taux d'endettement des ménages et des entreprises et au taux de financement par l'emprunt ont été ajoutées aux produits existants. Plus tôt dans la décennie, Statistics Finland avait mis en œuvre un projet visant à améliorer les statistiques ayant trait au cycle conjoncturel, y compris les nouvelles commandes dans le secteur manufacturier et un indice du coût de la

main-d'œuvre. Suite à la crise, Statistics Finland a lancé un projet pour mieux mesurer les rénovations dans le secteur immobilier. La Hongrie a multiplié les variables ayant trait au marché du travail et aux salaires en recourant à des données administratives et à des données extraites des statistiques existantes sur la main-d'œuvre. Le Mexique a mis au point de nouveaux systèmes d'indicateurs instantanés et importants du cycle conjoncturel. La Lettonie a mené une enquête en s'appuyant sur une initiative de la Banque mondiale concernant le bien-être des ménages en période de crise économique. L'enquête analysait la situation vécue par les ménages en termes de revenu et de difficultés économiques, de finances et de mécanismes d'aide formels et informels.

16. S'agissant de l'examen des méthodologies, la correction des variations saisonnières a été la principale préoccupation des bureaux nationaux de statistique, qui ont été nombreux à procéder à un examen interne de leurs méthodes. En raison du fort déclin de l'activité observé au début de la crise, il a été difficile de distinguer l'élément cyclique de l'élément irrégulier des séries chronologiques. De nombreux pays ont dit avoir suivi les recommandations du Système statistique européen (méthode Tramo/Seats). Certains, parmi lesquels la Finlande, la Lettonie, le Canada, la Suède et la Turquie, ont eu recours à des indicateurs pour examiner et améliorer la cohérence des méthodes de correction des variations saisonnières. Les pays ont largement décidé de ne pas modifier leurs méthodes de correction des variations saisonnières car c'était la façon la plus transparente de procéder.

17. Plusieurs pays ont indiqué que la cohérence des divers indicateurs posait problème. La Finlande a procédé à un examen interne de la cohérence de ses statistiques sur les entreprises, ce qui a conduit à la création d'un nouveau poste visant à assurer la cohérence des calculs de prix et de volumes.

18. L'examen des stratégies de communication était une importante mesure pour maints bureaux de statistique. Le Canada a modifié ses priorités en mettant l'accent, dans la diffusion d'informations, sur les données financières (comptes financiers et bilans nationaux) ainsi que sur les données relatives au marché du travail en ajoutant un contenu analytique aux diffusions périodiques. La Lituanie a également adopté une stratégie analogue en mettant en avant les données essentielles pour comprendre la crise.

19. Le Mexique et d'autres pays ont privilégié les données corrigées des variations saisonnières et des variations des jours commerciaux. La stratégie de communication consistait à aider les utilisateurs à comprendre comment utiliser ces données et, à la fin de la crise, le succès de cette approche a été démontré par le fait que les quotidiens avaient commencé à citer les données en question.

20. Quelques pays ont élaboré de nouvelles publications relatives à la crise. La Hongrie a publié un ouvrage traitant de la crise sur le marché du travail et la Lituanie a publié des renseignements pertinents sur la crise économique six jours après la diffusion des données. La Suède a également publié des articles plus détaillés deux semaines après les principales diffusions de données économiques. D'autres pays ont commencé à mesurer le bien-être des ménages et ont publié leurs travaux à la fin de la crise.

IV. Mesures de suivi prises après la crise

21. Maints pays ont déclaré avoir privilégié l'amélioration de leurs données concernant les comptes et états financiers. Il s'agissait notamment du Royaume-Uni, du Mexique, des États-Unis et d'autres pays. Les examens approfondis ont été effectués suivant les recommandations figurant dans le rapport établi par le G-20 après la crise.

22. Des pays ont également continué à suivre les pratiques qu'ils avaient mises en place pendant la crise, notamment améliorer le caractère d'actualité des données, produire des données corrigées des variations saisonnières, établir des estimations «instantanées du PIB» et assurer la cohérence des données.

23. Enfin, les pays qui se sont attachés à fournir des informations sur le «bien-être» des ménages ont continué à élaborer les données et rapports connexes.

V. Activités des organisations internationales

24. En collaboration avec Statistique Canada, Statistics Netherlands et le Service de statistique fédéral de la Russie (Rosstat), la Division de statistique/le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) ont conjointement organisé une série de séminaires internationaux sur des indicateurs d'alerte précoce et de cycle conjoncturel de qualité. Les séminaires et les groupes de travail créés dans ce cadre ont examiné et recommandé un programme d'établissement de statistiques économiques à court terme portant sur quatre domaines thématiques: estimations rapides, statistiques et indicateurs de conjoncture, indicateurs composites du cycle de l'activité économique et rôle des systèmes nationaux de statistique dans la compilation et la notification de l'ensemble de statistiques à court terme et d'indicateurs. Les résultats attendus identifiés sont les suivants: modèle de données internationalement accepté accompagné des métadonnées correspondantes; manuels et guides sur les estimations rapides; enquêtes de conjoncture et indicateurs composites de conjoncture; glossaire relatif aux estimations rapides; inventaire des pratiques des pays concernant les types de statistiques susmentionnés; diffusion de statistiques au niveau national par le biais de centres de données nationaux. Les travaux progressent et les résultats devraient être présentés à la Commission de statistique en 2013. Pour plus d'informations, voir l'adresse suivante: <http://unstats.un.org/unsd/statcom/doc11/2011-11-Short-termEcoIndicators-E.pdf>.

25. Dans le cadre de l'Initiative du G-20 concernant la crise financière et les lacunes en matière de données, un modèle relatif à un ensemble minimum de comptes du secteur institutionnel, y compris les bilans, a été élaboré par un sous-groupe du Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières¹. À cet égard, l'importance des données détaillées sur la situation financière sur une base «de qui à qui» a été relevée, en particulier compte tenu de la nécessité de comprendre les liens financiers entre les secteurs nationaux et le reste du monde, mais il faudrait multiplier les ressources et les efforts en matière de collecte de données. Cette activité ne sera donc poursuivie par le Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières que sur le moyen terme. L'OCDE a accepté de collecter et de valider des données pour les pays du G-20 sur une base annuelle et trimestrielle. Les renseignements disponibles devraient être publiés au début de 2012 sur le site des principaux indicateurs mondiaux (<http://www.principalglobalindicators.org/default.aspx>).

26. En coordination avec le FMI, la Banque mondiale a mis en place à la fin de 2010 une base de données sur la dette publique trimestrielle des pays en développement et des pays émergents. Au deuxième semestre de 2011, il a été décidé d'y ajouter des données concernant les pays développés. L'OCDE s'est chargée de collecter et de valider les données pertinentes pour ses pays membres. Le premier questionnaire a été envoyé en

¹ Créé à la fin de 2008, le Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières, présidé par le FMI, comprend des représentants de la Banque des règlements internationaux, de la Banque centrale européenne, d'Eurostat, du FMI, de l'OCDE, de l'ONU et de la Banque mondiale.

décembre 2011. Une fois traitées, les données recueillies par l'OCDE et la Banque mondiale seront publiées sur le site Web des principaux indicateurs mondiaux.

27. D'une manière plus générale, l'OCDE se charge de calculer et de publier les agrégats pour les pays du G-20, le premier agrégat à estimer et à publier se rapportant aux taux de croissance trimestriels du PIB. Une méthode a été arrêtée et les résultats seront disponibles au début de 2012 sous la forme d'un communiqué de presse coordonné entre les parties intéressées.

28. Enfin, on considère qu'il est primordial de disposer de renseignements plus détaillés sur la répartition des revenus et des richesses entre les groupes de ménages, non seulement par souci d'équité, mais aussi pour déceler les concentrations de risques pesant sur des sous-groupes de la population, qui peuvent rendre le pays plus vulnérable aux chocs causés par les prix des actifs et les taux d'intérêt. À cette fin, deux groupes d'experts ont été créés à la fin de 2010. Le premier, issu d'une collaboration entre l'OCDE et Eurostat, a pour mission de compiler le revenu, la consommation et le taux d'épargne de différents types de ménages en intégrant les microdonnées existantes dans la comptabilité nationale. Le deuxième groupe d'experts a deux objectifs interdépendants, le premier étant d'améliorer la disponibilité et la comparabilité des données ayant trait à la répartition de l'actif et du passif des ménages. La deuxième mission du groupe est de regrouper les normes existantes concernant la mesure du revenu, de la consommation et de la richesse des ménages au niveau microéconomique et d'en évaluer la cohérence, le but étant d'étayer une analyse conjointe de leur répartition. Les deux groupes d'experts ont tenu deux réunions en 2011, une autre étant prévue pour août 2012. Leurs rapports finals devraient être examinés par le Comité des statistiques de l'OCDE (CSTAT) à la fin de 2012.

29. Pour remédier aux lacunes en matière de données révélées par la crise mondiale, le FMI, en collaboration avec le secrétariat du Conseil de stabilité financière et le Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières², met actuellement en œuvre l'initiative du G-20 concernant les lacunes en matière de données. Les travaux, qui ont été approuvés par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du G-20 et par le Comité monétaire et financier international du FMI, s'inspirent des consultations menées avec les autorités nationales. Des progrès sont observés dans l'élaboration de 20 recommandations concernant les données qui permettent d'évaluer l'apparition de risques dans le secteur financier, les liens financiers transfrontières et la vulnérabilité des pays, ainsi qu'une meilleure communication dans le domaine des statistiques officielles. À ce jour, trois rapports (octobre 2009, mai 2010 et juin 2011) ont été établis au sujet des travaux menés dans le cadre de l'initiative susmentionnée³ et le prochain rapport d'activité devrait être présenté en septembre 2012 aux ministres des finances et aux gouverneurs des banques centrales des pays du G-20. Par ailleurs, le Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières a créé le site public des principaux indicateurs mondiaux (www.principalglobalindicators.org/default.aspx), qui contient des données économiques et financières relatives aux pays membres du G-20 et à cinq autres pays, qui sont membres du Conseil de stabilité financière. En marge des réunions annuelles FMI/Banque mondiale qui se sont tenues en octobre 2010 et 2011 à Washington, le FMI a organisé deux séminaires où des vues ont été échangées avec les décideurs à propos de ce qu'il faudrait savoir sur les établissements financiers non

² Les membres du Groupe interinstitutions sur les statistiques économiques et financières sont la Banque des règlements internationaux (BRI), la Banque centrale européenne (BCE), Eurostat, le FMI (qui assure la présidence), l'OCDE, l'ONU et la Banque mondiale.

³ Accessibles respectivement aux adresses suivantes: <http://www.imf.org/external/np/g20/pdf/102909.pdf>, www.imf.org/external/np/g20/pdf/053110.pdf, et www.imf.org/external/np/g20/pdf/063011.pdf.

bancaires et au sujet de la nécessité d'améliorer les statistiques et d'en élaborer de nouvelles pour mieux contribuer à l'analyse monétaire et à la stabilité financière⁴.

30. La Banque mondiale, le FMI et l'OCDE œuvrent ensemble à améliorer la mise à disposition de données de l'administration centrale et, plus généralement, de données sur la dette du secteur public. La base de données statistiques sur la dette du secteur public a été créée en décembre 2010 (www.worldbank.org/qpsd). Visant à l'origine les pays en développement et les pays émergents, elle est maintenant étendue aux économies avancées. Sa création fait l'objet d'une des recommandations formulées dans le cadre de l'initiative du G-20 concernant les lacunes en matière de données, qui a été approuvée par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du G-20, ainsi que par le Comité monétaire et financier international du FMI. Dans ce cadre, des données doivent être communiquées à la Banque mondiale pour être incorporées dans la base de données statistiques sur la dette du secteur public. Les données demandées sont établies selon le *Guide des statistiques de la dette du secteur public à l'intention des statisticiens et des utilisateurs*. Les classifications et définitions sont harmonisées avec celles utilisées dans d'autres manuels statistiques comme le *Système de comptabilité nationale 2008*, le *Manuel de statistiques de finances publiques 2001*, le *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition*, et le *Handbook on Securities Statistics* (Manuel sur les statistiques des valeurs mobilières).

VI. Conclusion

31. Des pays ont décrit les nombreuses pratiques adoptées par les bureaux nationaux de statistique pour répondre à la crise économique. Les réactions variaient selon le type de système de données déjà existant, les conditions de la crise dans le pays considéré et le centre des préoccupations des acteurs.

32. Deux thèmes principaux se sont dégagés. Premièrement, tous les pays ont dit qu'il était important de disposer de bons mécanismes de consultation pour connaître les préoccupations des utilisateurs et y réagir rapidement. Deuxièmement, il était indispensable d'appliquer une correction adéquate des variations saisonnières, en particulier au début de la crise, lorsque les méthodes techniques établissaient que le déclin précoce de l'activité économique était une donnée aberrante plutôt qu'un changement conjoncturel. Il en a découlé une révision plus importante des données corrigées des variations saisonnières pour de nombreuses périodes ultérieures.

⁴ «Financial Stability – The Data Challenge», octobre 2010; et «Casting Light on Shadow Banking: Data Needs for Financial Stability», octobre 2011.

Annexe

Réponse des bureaux nationaux de statistique à la crise financière

Aperçu d'une contribution succincte des pays

(Suivi du séminaire de 2010 de la Conférence consacré à l'effet des crises mondiales sur les systèmes statistiques)

On trouvera ci-après un aperçu des mesures de suivi prises par les bureaux nationaux de statistique et de leur réponse à la crise financière. Cet aperçu s'appuie sur une série de mesures à caractère général qui pourraient s'appliquer à toute crise, mais éclaire la réaction des bureaux nationaux de statistique face à la récente crise financière mondiale et à la récession qui a suivi.

Les pays ont été invités à faire connaître, avec données à l'appui, leur expérience concernant les sujets ci-après.

A. Reconnaissance de la crise et examen des points ci-après

- a) Banques de données;
- b) Méthodes qui pourraient requérir des corrections (y compris une correction des variations saisonnières);
- c) Calendrier de diffusion et respect des délais;
- d) Stratégies de communication.

B. Consultation des utilisateurs et des parties prenantes au sujet des besoins et des lacunes en matière de données pour mieux comprendre les enjeux

- a) Utilisation des forums de consultation réguliers des parties prenantes;
- b) Consultations spéciales avec les services ministériels compétents;
- c) Consultation des organismes internationaux.

C. Consolidation des résultats des consultations et examen interne

- a) Déterminer les modifications susceptibles d'être apportées aux enquêtes ou programmes pour une réaction rapide;
- b) Déterminer les possibilités de modifier le caractère d'actualité des données pertinentes;
- c) Déterminer les lacunes des banques de données;
- d) Déterminer les lacunes des métadonnées nécessaires pour aider les utilisateurs à tirer parti des banques de données;

- e) Déterminer les modifications susceptibles d'être apportées à la communication de données dans le cadre de différentes stratégies de diffusion;
- f) Déterminer les possibilités de réattribuer les ressources des programmes de faible priorité aux programmes de priorité élevée (à court ou à long terme);
- g) Déterminer les sources de données non officielles pertinentes pour la crise.

D. Définition des priorités et recensement des ressources disponibles pour combler les lacunes

E. Mobilisation des ressources et mise en œuvre d'une stratégie de communication

- a) Accorder une priorité élevée à la diffusion des informations pertinentes;
- b) Recourir à des mécanismes de consultation pour aider les utilisateurs à comprendre les banques de données (en raison de la complexité des données financières);
- c) Expliquer les différences entre les données officielles et les données non officielles relatives à la crise.

F. Suivi de la crise pour réajuster le programme s'il y a lieu

G. Comment se préparer à l'apparition de «toute» crise
